

Chaire d'études juridiques comparatives et internationalisation du droit

Professeur Mireille Delmas-Marty

Le pluralisme ordonné

Leçon du 4 avril 2005 – Les vitesses de transformation : asynchronie (différents espaces, différentes vitesses)

1) La pluralité des échelles de temps

- Echelles de temps et niveaux d'organisation
- Echelles de temps et secteurs de régulation

2) Exemple de course de vitesse : droit du commerce / droit des droits de l'homme

- Au niveau mondial
- Au niveau européen

3) Les conditions d'une synchronisation pluraliste

- Articulation entre pouvoirs
- Articulation entre niveaux

Références (par ordre de citation)

- H. Bergson, « L'évolution créatrice », *Œuvres*, PUF, sec. éd. 1963, p. 551.
- R. Thom, *Stabilité structurelle et morphogénèse*, Interéditions, 1972
- M. Delmas-Marty, *Modèles et mouvements de politique criminelle*, Economica, 1983, p. 153 ; *Les grands systèmes de politique criminelle*, PUF, 1992
- F. Ost, *Le temps du droit*, éd. Odile Jacob, 1999.
- Zaki Laïdi, *Le sacre du présent*, Flammarion, 2000
- P. Virilio, *Cybermonde, La politique du pire, Conversation avec Philippe Petit*, Textuel, 1996.
- G. Vico, *Principes d'une science nouvelle relative à la nature commune des nations*, 1744, trad. A. Pons, Fayard, 2001
- *L'accélération du temps juridique*, dir. Ph. Gérard, F. Ost et M. van de Kerchove, Fac. Univ. Saint-Louis, 2000
- G. Soulier, *L'Europe, histoire, civilisation, institutions*, Armand Colin, 1994.
- F. Nietzsche, *Le gai savoir*, trad. P. Woding, Flammarion, 2^{ème} éd. 2000.
- G. Burdeau, « Le FMI et la surveillance de l'espace monétaire et financier mondial » in *La mondialisation du droit*, dir. E. Locquin et C. Kessedjian, Litec, 2000, pp. 262-275.
- E. Decaux, « La CIJ et les droits de l'homme », in *Studi di Diritto Internazionale in onore di Gaetano Arangio-Ruiz, Editoriale scientifica*, 2004, pp. 921-966.
- H. Ruiz Fabri et J. M. Sorel, « OMC, Chronique du règlement des différends 2003 », *JDI* 3. 2004, p. 998.
- H. Ruiz Fabri, « Le règlement des différends auprès de l'OMC : naissance d'une juridiction, consolidation d'un droit », in *Souveraineté étatique et marchés internationaux à la fin du XXème siècle, Mélanges en l'honneur de Philippe Kahn*, Litec, 2000, pp. 303-334 ; « La juridictionnalisation du règlement des litiges économiques entre Etats », *Rev arbitrage*, 2003, n°3, pp. 881-947.
- Ch. A. Michalet, « Les métamorphoses de la mondialisation : une approche économique », in *La mondialisation du droit*, dir. E. Locquin et C. Kessedjian, Litec, 2000, pp. 11-42.
- P. M. Eisenmann, « Le système normatif de l'OMC », in SFDI, *La réorganisation mondiale des échanges*, Pedone, 1996, pp. 53-73, spéc. 60.
- Th. Cottier, "Trade and human rights : a relationship to discover", *Journal of International Economic Law* (2002) 111-132 (spécial.p. 119).
- D. Simon, *Le système juridique communautaire*, PUF, 1997, p. 18.
- Lord Lester of Hern Hill, "La tradition de Common law", in *Cinquantième anniversaire de la CESDH*, dir. C. Teitgen-Colly, Bruylant, 2002, p. 39.
- G. Canivet, « Rapport », in *La réforme de la CESDH*, Bruylant, 2003, p. 71-75.
- J. P. Costa, « Propos introductif », in *Cinquantième anniversaire de la CESDH*, précité, p. 168
- L. Wildhaber, Table ronde in *Cinquantième anniversaire de la CESDH*, p. 317 ; « Un avenir constitutionnel pour la CEDH ? », *RUDH* 2002, vol. 14, n°1-4, p. 1sq.
- E. du Réau, « La genèse de la CESDH », C. Russo, « Le rôle de Pierre-Henry Teitgen », in *Cinquantième anniversaire de la CESDH*, précité, pp. 48sq et 59 sq.
- C. Teitgen-Colly, « Le rayonnement de la CESDH », in *Cinquantième anniversaire de la CESDH*, p. 71.
- Th. Ferenzi, « La fuite d'un chef de guerre entrave l'adhésion de la Croatie à l'UE », *Le Monde*, 16 mars 2005.
- A. Cassese et autres, *Report on the International Commission on inquiry on Darfur to the United Nations*, Secretary General, 25 janvier 2005.
- S. Cassese, « L'ordre juridique global », in *Etudes en l'honneur de Gérard Timsit*, Bruylant, 2004, p. 9
- M. Delmas-Marty, « La construction d'un Etat de droit en Chine », *D.* 2002. Chr. 2484.
- L. Choukroune, *L'accession de la Chine à l'OMC*, thèse Univ. Paris 1, 15 déc. 2004